

Il est encore temps de faire la paix avec notre planète

Audrey Azoulay et Bruno Oberle

La brutale perte de biodiversité risque d'être irréversible, elle implique de repenser l'ensemble de notre rapport à la nature, relèvent la directrice générale de l'Unesco et son homologue de l'Union internationale pour la conservation de la nature

La planète comme la biodiversité sont proches de points de bascule irréversibles. Tandis que le désastre écologique n'est plus une menace lointaine, mais une réalité, l'humanité continue de s'enfoncer dans un gouffre qu'elle a elle-même creusé. Le dernier rapport mondial de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), approuvé à l'Unesco en 2019, le rappelait déjà : l'activité humaine est responsable de l'altération des trois quarts des écosystèmes terrestres et la « liste rouge » de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ne cesse d'enfler.

Le consensus est désormais complet : notre modèle de développement empoisonne et épuise le vivant. La perte de biodiversité en cours est en effet d'une brutalité inédite et particulièrement inquiétante, se comptant en décennies, là où les précédentes extinctions de masse se déroulaient sur des milliers, voire des centaines de milliers d'années. Mais si nous en avons l'ambition, si nous nous en donnons les moyens, il est encore temps d'enrayer ce mouvement et de faire la paix avec notre planète et avec le vivant. C'est l'objet du Congrès mondial de la nature, qui s'ouvre à Marseille : accélérer et amplifier nos engagements, pour qu'ils soient à la hauteur des périls que nous courons.

Ethique du vivant

La première urgence est de mieux protéger la planète. Seulement 15 % des terres émergées le sont aujourd'hui ; et trop peu le sont de manière efficace. Les Nations unies, sous l'égide de la Convention sur la diversité biologique, ont ouvert la discussion pour parvenir à protéger 30 % de la planète, terres comme mers, d'ici à 2030. Au-delà des chiffres, il faut aussi que les Etats s'engagent davantage pour une gestion et un suivi plus efficaces de leurs territoires. Cela veut dire mieux identifier les menaces qui pèsent sur eux, et prendre des mesures nécessaires pour les affronter, en écoutant le consensus scientifique.

Il s'agit dès lors de réaffirmer la nécessité d'une véritable éthique du vivant, de la préservation, de la part des Etats. Cette exigence est d'autant plus pressante pour les écosystèmes qui jouent un rôle d'équilibre majeur pour la biodiversité, à l'image des grands récifs coralliens, notamment en Australie, menacés par le blanchissement des coraux et les dérèglements climatiques. Grâce à ses 714 réserves de biosphère, ses 161 géoparcs mondiaux et ses 218 sites naturels au Patrimoine mondial, l'Unesco protège déjà une superficie équivalente à la Chine, avec l'appui de l'UICN, dans le cadre d'une riche coopération qui remonte à l'origine de nos deux institutions.

À Marseille, nous nous engageons à renforcer notre effort pour la gestion et la protection de ces territoires et à doubler, d'ici à 2030, la superficie de nos aires protégées. Mais protéger 30 % des terres sera vain, si l'on continue de saccager les 70 % restants. C'est l'ensemble de notre manière de nous comporter, de penser et d'interagir avec le vivant que nous devons réformer – et non pas nous contenter de mettre la biodiversité sous cloche dans quelques lieux protégés.

Partout, y compris dans les villes, où une majorité de l'humanité vit, nous devons imaginer de nouvelles relations avec le vivant. C'est par exemple le sens du partenariat de l'Unesco avec LVMH que de démontrer qu'il est possible de concilier développement économique et conservation de la biodiversité.

Éducation à l'environnement

Réconcilier l'humanité et le vivant, cela passe également par l'éducation. Or il y a encore beaucoup à faire puisque le rapport de l'Unesco « Apprendre pour la planète », publié au mois de juin, montre que seulement un pays sur cinq fait référence à la biodiversité dans ses programmes scolaires – et à peine un pays sur deux à la santé de l'océan ou au changement climatique. C'est pourquoi, lors de la Conférence de Berlin qui s'est tenue en mai, plus de 80 gouvernements ont pris l'engagement de mettre l'éducation à l'environnement au cœur des programmes scolaires partout dans le monde d'ici à 2025.

Les communautés locales et populations autochtones, gardiennes de 80 % de la biodiversité mondiale, ont aussi beaucoup à nous apprendre, elles qui vivent avec le vivant, et non contre lui – à l'image des éleveurs d'Afrique de l'Est, dont la connaissance intime de la floraison des arbres et du comportement des insectes et des oiseaux est à la base d'une compréhension respectueuse de la nature.

Qu'il se manifeste par le spectacle déchirant des mégafeux, par la dégradation des terres, ou par le silence inquiétant qui s'installe dans les campagnes et les forêts, l'effondrement de la biodiversité doit nous inciter à changer de trajectoire sans plus tarder, et à nous mobiliser aux côtés de la jeunesse. Il en est encore temps, mais plus pour longtemps.

Audrey Azoulay, [directrice générale de l'Unesco](#)

Bruno Oberle, [directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature](#)